



Déclaration institutionnelle

Barcelone, 1 octobre 2017

Chers concitoyens et concitoyennes,

En ce moment de grande transcendance pour la Catalogne, ayant réussi à tenir le référendum d'autodétermination que l'Etat espagnol a tellement essayé d'empêcher, et que nous avons réussi grâce à l'engagement et le courage de millions de catalans qui l'avez rendu possible, je tiens à vous adresser ce message. Un message que je souhaite faire arriver aussi à tous les démocrates de l'Etat espagnol, de l'Europe et du monde qui ont assisté stupéfaits et avec préoccupation aux graves, injustifiables et abusives violences policières dictées par le gouvernement espagnol. A vous et à tous ceux qui aujourd'hui avez fait possible la victoire de la démocratie sur la violence, à tous ceux qui nous avez exprimé votre appui, aux premiers ministres et présidents de l'Europe démocratique qui nous avez fait parvenir des messages de préoccupation, aux dizaines de parlementaires de tous les pays qui avez exprimé votre indignation pour la répression brutale déchainée par le gouvernement du président espagnol Mariano Rajoy, à tous, notre très sincère et profonde reconnaissance.

Je veux m'adresser tout particulièrement aux presque 800 personnes qui ont dû être soignées à cause de blessures diverses comme conséquence de la brutalité policière, certaines en état grave, des vexations et des violations claires des droits de l'homme qui ne sauraient rester dans l'impunité. À vous qui avez montré au monde le caractère civique d'un peuple pacifique qui veut voter, qui avez résisté aux provocations et avez contribué à ce que les gens puissent aller voter, je vous remercie avec émotion; votre exploit solidaire, anonyme et exemplaire restera gravé dans notre mémoire.

L'Etat espagnol a écrit aujourd'hui une page honteuse dans l'histoire de sa relation avec la Catalogne. Malheureusement ce n'est pas la première; trop souvent la répression et la violence ont été la réponse de l'Etat aux aspirations catalanes. Aujourd'hui, malgré être dans l'Union européenne, malgré être au vingt-et-unième siècle, celui de la liberté de l'information et de la globalisation, la réponse de l'Etat a été celle de toujours: violence et répression. Jusqu'à quand? Aujourd'hui nous avons dit que cela c'est fini.

Le chemin que nous devons parcourir à partir de maintenant nous devons le faire ensemble, comme nous avons fait ensemble le chemin qui nous a amené jusqu'ici. Et nous devons le suivre avec un esprit civique et en paix, parce que tel est le souhait de ce pays. Nous devons le faire ouverts aux propositions de dialogue qui servent à respecter la volonté des catalans et aux offres de médiation qui puissent arriver à fin que tout ce parcours nous le suivions avec la plus grande efficacité possible.

Sur ce chemin, je dois lancer un appel direct à l'Europe. Les catalans nous avons conquis le droit à être respectés en Europe. L'Union européenne ne peut plus regarder ailleurs. Nous sommes des citoyens européens et nous sommes victimes de la violation de droits et libertés, de violations flagrantes de la Charte européenne des droits fondamentaux. Il faut que l'Union



européenne renforce les valeurs fondamentales lorsque celles-ci sont en danger à cause des abus d'un Etat qui se comporte de façon autoritaire, il faut qu'elle agisse vite pour sauvegarder son autorité morale sur et hors le continent quand ces abus scandalisent des hommes et des femmes partout dans le monde.

La situation créée en Catalogne par l'intransigeance et la répression, par la négation absolue à reconnaître la réalité, par l'hostilité montrée face aux demandes démocratiques des citoyens de notre pays, n'est plus une affaire interne. C'est une affaire d'intérêt européen, qui interpelle directement les valeurs fondatrices de l'espace de paix, liberté, convivialité et démocratie que nous avons bâtie depuis des décennies et à partir d'accents très divers.

Aujourd'hui la Catalogne a gagné plusieurs référendums. Nous avons conquis le droit à être écoutés, à être respectés et à être reconnus. Aujourd'hui, des millions de personnes mobilisées, face à toute sorte de difficultés et de menaces, vous avez parlé haut et clair et vous avez adressé un message au monde: nous avons le droit de décider notre futur, nous avons droit à la liberté et nous voulons vivre en paix, sans violence et hors d'un Etat qui est incapable de proposer une seule raison convaincante qui ne soit l'imposition et l'usage de la force brute.

C'est pour cela qu'aujourd'hui, avec cette journée d'espoir et aussi de souffrance, les citoyens de la Catalogne nous avons conquis le droit d'avoir un état indépendant qui se constitue sous la forme d'une république. Par conséquent, le gouvernement que je dirige communiquera dans les prochains jours au Parlement de la Catalogne, siège et expression de la souveraineté de notre peuple, les résultats de la journée d'aujourd'hui pour qu'il agisse en accord avec ce qui est prévu par la Loi du Référendum.

Aujourd'hui, après cette journée marquée par la dignité des millions de personnes qui l'avez rendu possible, la Catalogne a gagné à force de bras sa souveraineté et tout le respect. Les institutions catalanes ont le droit de respecter et d'appliquer ce que les citoyens ont décidé aujourd'hui et de l'honorer avec leur fidélité et leur engagement pour bâtir, dignement et collectivement, un pays libre, en paix et démocratique.

Carles Puigdemont Casamajó

President de la Generalitat de Catalunya